

> CORRIGÉ

Situation

Émeline rêve de posséder le même scooter que Charline. Joachim, le père d'Émeline ne veut pas lui acheter avant l'automne. Émeline décide cependant de se rendre chez le concessionnaire et de passer commande immédiatement. Ce dernier saisi d'un doute sur l'âge de la jeune fille lui demande de présenter sa carte d'identité. Fâchée, Émeline refuse et quitte le magasin.

Fin octobre, Émeline obtient de son père Joachim qu'il lui achète le scooter qu'elle convoitait depuis des mois. La date de livraison est prévue pour le 12 novembre. Le 12, elle n'a toujours aucune nouvelle du concessionnaire de Montauban, M. Penha. Ce dernier avait promis d'appeler quelques jours avant la livraison pour confirmer. Joint au téléphone, M. Penha explique que des problèmes sur une chaîne de production en Italie ont entraîné des retards pouvant aller jusqu'à un mois. Émeline déçue et en colère consulte le site d'un concessionnaire de la ville voisine pour connaître les scooters en stock. Elle en découvre un du même modèle. Elle dit alors à son père : « Annule la commande précédente, nous irons demain acheter celui qui est en stock à Toulouse ».

En relisant le contrat, Joachim constate que la date du 12 novembre est clairement stipulée. Mais, avant d'agir, il préfère se documenter afin de rester dans la légalité. Il ne veut pas perdre les 1 000 euros versés lors de la commande à titre d'acompte selon les termes du contrat. Il vous demande conseil le 18 novembre.

Doc. 1

Article 1657 du Code civil

En matière de vente de denrées et effets mobiliers, la résolution de la vente aura lieu de plein droit et sans sommation, au profit du vendeur, après l'expiration du terme convenu pour le retirement.

Doc. 2

Article L. 114-1 du Code de la consommation

Dans tout contrat ayant pour objet la vente d'un bien meuble ou la fourniture d'une prestation de services à un consommateur, le professionnel doit, lorsque la livraison du bien ou la fourniture de la prestation n'est pas immédiate et si le prix convenu excède des seuils fixés par voie réglementaire, indiquer la date limite à laquelle il s'engage à livrer le bien ou à exécuter la prestation.

Le consommateur peut dénoncer le contrat de vente d'un bien meuble ou de fourniture d'une prestation de services par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en cas de dépassement de la date de livraison du bien ou d'exécution de la prestation excédant sept jours et non dû à un cas de force majeure.

Ce contrat est, le cas échéant, considéré comme rompu à la réception, par le vendeur ou par le prestataire de services, de la lettre par laquelle le consommateur l'informe de sa décision, si la livraison n'est pas intervenue ou si la prestation n'a pas été exécutée entre l'envoi et la réception de cette lettre. Le consommateur exerce ce droit dans un délai de soixante jours ouvrés à compter de la date indiquée pour la livraison du bien ou l'exécution de la prestation.

Sauf stipulation contraire du contrat, les sommes versées d'avance sont des arrhes, ce qui a pour effet que chacun des contractants peut revenir sur son engagement, le consommateur en perdant les arrhes, le professionnel en les restituant au double.

Doc. 3

Article R. 114-1 du Code de la consommation

Les contrats conclus entre professionnels et consommateurs ayant pour objet la vente d'un bien meuble ou la fourniture d'une prestation de services dont le prix convenu est supérieur à 500 euros sont soumis aux dispositions de l'article L. 114-1 lorsque la livraison du bien ou la fourniture de la prestation n'est pas immédiate.

> Analyser (3 points)

- 1 Quelles sont les normes juridiques qui s'appliquent au respect du délai de livraison ? Justifiez le bien-fondé de ces règles. (2 points)

- L'article 1657 du Code civil prévoit que le contrat de vente pourra être dénoncé passée la date fixée au client pour venir retirer son bien meuble.

Cette règle permet de protéger le vendeur en lui évitant d'avoir à supporter le stockage de

biens. Elle fait peser une contrainte sur l'acheteur afin de l'inciter à respecter ses engagements faute de quoi il risque de « perdre » le bien.

- Les articles R. 114-1 et L. 114-1 prévoient qu'au-delà d'un montant de 500 euros, le professionnel doit fournir par écrit une date limite de livraison.

Cette règle permet une information précise du consommateur. Elle fait peser une obligation sur le professionnel afin de l'inciter à respecter ses engagements, faute de quoi l'acheteur pourrait annuler la vente.

- ② Pour quelles raisons le législateur a-t-il prévu un dispositif d'information spécifique au contrat de consommation ? (1 point)

Le consommateur est en situation d'infériorité par rapport au professionnel. L'ordre public de protection commande alors de le protéger.

➤ Argumenter (17 points)

- ③ Le concessionnaire a-t-il eu raison de demander à vérifier l'âge d'Émeline ? Justifiez juridiquement votre réponse. (3 points)

L'article 1108 du Code civil prévoit quatre conditions essentielles pour la validité d'une convention et notamment la capacité de contracter. Pour avoir la capacité, il faut être majeur.

Or, Émeline a refusé de justifier son âge, ce qui laisse penser qu'elle doit être mineure.

Donc, le contrat n'aurait pu être valablement formé. Le concessionnaire a eu raison de demander à procéder à cette vérification.

- ④ Qualifiez la situation litigieuse. (2 points)

Joachim (un particulier) a commandé un scooter (auprès d'un professionnel) pour sa fille Émeline (contrat de vente) contre le versement d'arrhes. Le contrat conclu est donc un contrat de consommation. Le bien ne sera pas disponible à la date prévue au contrat.

- ⑤ Formulez le problème juridique rencontré par Joachim. (2 points)

La rupture d'un contrat est-elle possible lorsque le délai de livraison n'est pas respecté ?

- ⑥ Identifiez la règle applicable. (1 point)

Ce sont les articles R. 114-1 et L. 114-1 du Code de la consommation.

- 7 Que peut faire Joachim ? Proposez le raisonnement juridique à conduire. (3 points)

L'article L. 114-1 prévoit que le vendeur doit indiquer la date limite à laquelle il s'engage à livrer le bien. Le consommateur peut dénoncer le contrat de vente d'un bien meuble ou de fourniture en cas de dépassement de la date de livraison du bien excédant sept jours.

L'article R. 114-1 quant à lui, prévoit que la date de livraison doit être écrite si la vente excède 500 euros.

Or, la date de livraison est écoulée. Toutefois, il faut attendre que le délai de 7 jours soit écoulé pour demander la résolution de la vente.

Donc, Joachim devra attendre le 20 novembre pour rompre le contrat.

- 8 Peut-il récupérer l'acompte versé ? (3 points)

L'article L. 114-1 prévoit que, sauf stipulation contraire prévue au contrat, l'argent versé à la commande est considéré comme arrhes et n'est pas remboursé en cas de rupture de commande.

Or, le contrat stipule que les 1 000 euros versés le sont à titre d'acompte et non d'arrhes.

Donc, Joachim peut récupérer son acompte.

De plus, la rupture du contrat n'est pas de son fait. C'est le vendeur qui n'a pas respecté son obligation de livrer à la date convenue.

- 9 La solution aurait-elle été la même si le contrat avait prévu que les dispositions du Code de la consommation n'étaient pas applicables ? (1 point)

Oui, le Code de la consommation est destiné à protéger le consommateur, il est d'ordre public. Une telle clause serait considérée comme abusive et donc nulle.

- 10 Comment Joachim devra-t-il dénoncer le contrat ? Pourquoi ? (1 point)

Joachim peut dénoncer le contrat de vente par lettre recommandée avec demande d'avis de réception car ce mode d'envoi permet d'établir la preuve de l'envoi et de la date de réception.

- 11 Le vendeur pourra-t-il vendre à quelqu'un d'autre le scooter destiné à Émeline ? (1 point)

L'article 1657 du Code civil dispose qu'en ce qui concerne les meubles, la vente sera résolue automatiquement passée la date prévue à laquelle l'acheteur doit venir retirer le bien.

Or un scooter est un meuble au sens juridique. Dès le 20 novembre, le vendeur pourra vendre le scooter à un autre client.